

Pau, le 16 février 2023

ARRETE N°AP-2023-0024

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, L.325-1 à L.325-3 et R.417-11 ;

Vu le Code Pénal ;

Vu le Code de l'Action Sociale des Familles et notamment l'article R.241-20 ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal n°AP-2023-0002 du 11 janvier 2023 réglementant le stationnement des véhicules sur les emplacements réservés aux personnes handicapées ;

Considérant la suppression d'un emplacement réservé aux personnes handicapées au droit de l'immeuble portant le n°5 rue Bargoin ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de compléter et modifier les dispositions de l'arrêté municipal n° AP-2023-0002 du 11 janvier 2023 ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – La liste des emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées, définie par l'article 1^{er} de l'arrêté municipal n°AP-2023-0002 du 11 janvier 2023 est modifiée comme suit :

- 2 emplacements au droit du n°5 rue Bargoin.

ARTICLE 2 – Le nombre des emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées est modifié en conséquence et porté à 636.

ARTICLE 3 – L'arrêt et le stationnement des véhicules est interdit et considérant comme très gênant la circulation publique sur les emplacements définis l'article 1^{er} de l'arrêté municipal n°AP-2023-0002 du 11 janvier 2023 .

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté est enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 6 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 7 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et inscrit au registre des arrêtés de la commune.


Clarisse JOHNSON-LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire